



Section d'Amiens

Secrétaire académique : Pierre Poëssévara

4 Rue Paul Sautai 80 000 Amiens

Téléphone: 0322923363

Portable : 06 75 23 65 17

Fax : 03 22 92 50 51

Mél : ac-amiens@se-unsa.org

Le SE-UNSA ne vit et ne peut vous informer que grâce aux cotisations de ses adhérents. Soyez solidaires, n'hésitez pas à nous rejoindre

Nous serons tous en grève le 21 janvier !

Ce gouvernement continue dans sa logique destructrice. L'éducation nationale paie un lourd tribut au dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur 2.

En persistant à ne voir dans l'éducation nationale qu'un gisement d'économie d'emplois, ce sont plus de 50 000 emplois qui auront été supprimés en trois ans.

Cette politique néfaste va à rebours de ce que la profession revendique pour le système éducatif : un investissement dans l'Education

Au moment où l'Etat réussit à trouver 3 milliards pour les restaurateurs, il fait payer une addition particulièrement salée à l'éducation nationale.

Alors que les conditions de travail se sont à nouveau considérablement dégradées à cette rentrée, les rectorats et inspecteurs d'académie s'appliquent à mettre en œuvre les 16 000 suppressions d'emplois programmées pour la rentrée prochaine.

De plus, la réforme du recrutement au niveau master 2, qui a été soutenue en CTPM et au CSFP par les syndicats de la FSU, permet au gouvernement d'enlever massivement des moyens d'enseignement dans les écoles, collèges et lycées.

9182 emplois de stagiaire premier degré disparaissent. A raison d'un quart temps devant les élèves, les IA vont devoir se répartir la suppression de 2300 équivalents temps plein !

Dans le second degré, les établissements vont perdre l'apport des demi-services effectués par 6733 stagiaires (perte de 3366 ETP).

Cette réforme contribue donc à aider le gouvernement dans ses économies d'emploi, ce que le SE-UNSA ne cesse de dénoncer.

Si on ajoute à cela les difficultés à assumer sur le terrain par les équipes dans l'organisation des stages, cette réforme n'a pas fini de faire des dégâts !

.....La politique de déssectorisation a pour effet de ghettoïser les établissements et met à mal l'investissement des équipes exerçant notamment en éducation prioritaire.

Le SE-UNSA appelle donc les personnels à se mettre en grève le 21 janvier pour dénoncer :

- le manque de moyens accordés aux écoles, collèges, lycées professionnels et lycées pour la rentrée 2010 ;

- les conséquences de la réforme du recrutement des personnels d'enseignement et d'éducation ;

- la déssectorisation qui ghettoïse les établissements.